

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP, ...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Modification simplifiée N2 du PLU	Commune de L'ISLE D'ABEAU

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	/
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	/

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Commune de L'ISLE D'ABEAU 12 Rue de l'Hôtel de ville 38080 L'Isle-d'Abeau
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Mairie de L'ISLE D'ABEAU CS45006 38081 L'ISLE D'ABEAU Cedex Téléphone :04.74.18.20.00 Courriel contact@mairie-ida.com
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui	Non	<p><i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i></p> <p>SCoT Nord Isère approuvé le 12 juin 2019.</p>

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui	Non	<p><i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i></p> <p><i>Oui, PLU approuvé le 06 Novembre 2017.</i> <i>Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale.</i></p> <p><i>Modification simplifiée N°1 approuvée le 9 décembre 2019</i> <i>Décision du 1^{er} août 2019 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas : le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de l'Isle d'Abeau (Isère) n'est pas soumis à évaluation environnementale.</i></p> <p><i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRES évolution)</i></p> <p>La modification simplifiée n°2 doit adapter les règlements graphiques et écrits du PLU actuel sur des points de détails. Les modifications sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Adapter le règlement du PLU, pour permettre une mise en œuvre plus accessible des installations de panneaux solaires en toiture, afin de faciliter le développement du photovoltaïque à l'instar de la Loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021 ; ○ De supprimer un emplacement réservé n'ayant plus raison d'être. Un emplacement réservé constitue une servitude destinée à réserver du foncier en vue de la réalisation notamment de voies (autoroutes, rues, places...) et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général à créer ou à modifier... En l'espèce, il s'agit de l'emplacement réservé n°4, d'une contenance de 684m², bénéficiant à la commune en vue d'élargir la rue du Didier, projet abandonné ; ○ De modifier la surface de l'emplacement réservé n°6, bénéficiant au Département, destiné à l'élargissement de la RD1006, dont la surface d'emprise est surestimée. Elle passerait de 20 445 m² à 8 250 m². <p>Annexe 2 : notice de présentation, avec extrait AVANT et APRES</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?				
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?		16902 habitants (pop totale INSEE 2019 en vigueur à compter du 1 ^{er} janvier 2022)		
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?		9.11 km ²		
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?		Les modifications ne concernent pas l'évolution du zonage.		
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles.		<i>Indiquez les données en surface ou en pourcentage</i>		
		Zones	Surface (en ha)	% du territoire communal
		UA	72.39	5.6
		UB	31.92	2.5
		UC	193.19	15
		UD	53.47	4.1
		UE	12.28	1
		UH	22.53	1.6
		UI	68.52	5.3

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?				
	UP	71,59	5.4	
	UX	33,26	2.5	
	Total U	559.15	43	
	AU	23	2	
	A	476.93	37	
	N	234.55	18	
	Total	1293.64	100	

<p>3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?</p> <p>Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)</p> <p>À partir des diagnostics et des enjeux urbains et environnementaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - ET <p>Du projet politique de la commune</p> <p>Le PADD présente les évolutions souhaitées par les élus,</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibles avec les préconisations et les obligations supra communales - et cohérentes avec l'état des lieux du territoire. <p>Le PADD de l'Isle d'Abeau se décline en 5 grandes orientations et des secteurs à enjeux :</p> <p>ORIENTATION I - Permettre un renouvellement urbain respectueux des grands équilibres</p> <p>ORIENTATION II - Préserver le patrimoine, la qualité du cadre de vie et l'environnement</p> <p>ORIENTATION III - Conforter le tissu économique et l'activité touristique</p> <p>ORIENTATION IV - Poursuivre une politique d'équipement public globale et réaliste</p> <p>ORIENTATION V - Une Optimisation des déplacements permettant une amélioration des performances énergétiques</p> <p>Des secteurs à enjeux spécifiques : quartier des Trois Vallons, réserve 2000 et quartier du Triforium, quartier de St Germain, centre-bourg et quartier de la gare.</p> <p>Annexe 3, 4 et 5 : PADD, règlement graphique et écrit du document en vigueur</p>

<p>3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?</p> <p>Par exemple :</p> <p>de manière générale (élaboration/révision) : perspectives de développement démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre selon la nature de votre projet</p> <p>de manière plus ciblée (élaboration/révision et procédure d'évolution ponctuelle) : ouverture et/ou fermeture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, d'une zone naturelle, d'un espace boisé classé ou autre, création d'une UTN, autre (précisez notamment l'objectif de la déclaration de projet ou de la modification) ?</p> <p>La modification N°2 vise à adapter le règlement en ce qui concerne les panneaux solaires, supprimer un emplacement réservé et modifier la surface d'un deuxième emplacement réservé. Les seules modifications graphiques visent ces deux emplacements réservés.</p> <p>Elle ne concerne pas de modification de zonage ou d'OAP.</p>
--

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?		
Qui	Non	Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?			
	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		X	Par exemple : <i>avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, dérogation au titre de l'article L122-2 du code de l'urbanisme dans sa version antérieure au 27 mars 2014 pour les procédures concernées.</i>
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	Par exemple : <i>procédure d'AVAP, zonage d'assainissement ou pluvial, etc ?</i>

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270		X	
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	x		Oui, SDAGE Rhône Méditerranée et SAGE de la Bourbre
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	x		L'ISLE D'ABEAU appartient à la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère « CAPI » créée le 30 décembre 2006.

<p>3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?</p> <p>Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone</p>
<p>La modification n°2 ne vise pas à modifier le zonage du PLU actuel.</p> <p>Les seules modifications graphiques concernent deux emplacements réservés (l'un est à réduire, l'autre à supprimer).</p> <p>Annexe 2 : notice de présentation, avec extrait AVANT et APRES</p>

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
<p>À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de centralité urbaine • Commune péri-urbaine de première couronne • Commune péri-urbaine éloignée • Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain • Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural • Commune rurale • Autre : (précisez) <p>Le SCoT Nord-Isère a retenu une armature urbaine dans laquelle l'Isle d'Abeau est considéré comme « ville centre » et est identifiée, avec Bourgoin Jallieu, comme un des quatre « pôles urbains » sur cet axe.</p> <p>Ces pôles urbains ont un rôle majeur pour la structuration du territoire, en termes d'accueil de nouvelles populations, de développement économique et d'accueil d'équipements d'intérêt métropolitain. Les deux pôles urbains de Bourgoin-Jallieu / L'Isle-d'Abeau et La Verpillière / Saint-Quentin-Fallavier / Villefontaine constituent l'agglomération du Nord-Isère, troisième pôle de la métropole lyonnaise.</p>
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :	
<p>Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?</p> <p>http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</p>	<p>Le projet de modification N°2 n'a pas pour objet d'augmenter les capacités d'accueil de logements prévus dans le PLU actuel.</p> <p>Les modifications du règlement et du zonage ne portent pas sur ce sujet.</p>
<p>Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?</p>	<p>Le projet de modification N°2 n'a pas pour objet d'augmenter les capacités d'accueil de logements prévus dans le PLU actuel.</p> <p>Les modifications du règlement et du zonage ne portent pas sur ce sujet.</p>
<p>Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ?</p> <p>http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</p>	<p>403 logements vacants en 2018</p>
<p>Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.</p>	<p><i>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</i></p> <p>La présente modification n°2 n'a pas d'impact sur le sujet de la rétention foncière.</p>
<p>Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?</p>	<p>La présente modification n°2 n'a pas pour objet d'ouvrir des zones à l'urbanisation.</p>
<p>Quelle sera la surface moyenne par logement ?</p>	<p>Sans objet.</p>
<p>Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre</p>	
<p><i>Précisez, par exemple, le cas échéant et selon l'état d'avancement de votre projet :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation : dents creuses, centre bourg ou centre urbain dense, extension 2. la répartition envisagée entre type de logements : logements individuels, logements semi-collectifs, collectifs 3. des actions envisagées pour diminuer la vacance des logements ou réhabiliter le parc existant 4. les phasages envisagés : zones U, 1AU ou 2AU et les conditions d'ouverture à l'urbanisation 5. les objectifs de densité 6. la nature des hébergements ou équipements envisagés dans le cadre d'une UTN 	

4.1 Présentation de votre projet	
La présente modification n°2 n'a pas pour objet d'augmenter les capacités en logements du PLU et n'a pas d'impact sur la consommation foncière.	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?		x	Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...) Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe
Des espaces boisés ?		x	Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?		x	Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)
Complétez si nécessaire			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		x	<i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi.</i> <i>Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i> Aucun site Natura 2000 n'est répertorié sur la commune, le plus proche est localisé à moins de 500 mètres de la limite Nord de la commune. Il s'agit de la ZSC n°FR8201727 « L'Isle Crémieu ».
Un parc naturel national ou régional ?		x	La commune n'est pas concernée.
Une réserve naturelle nationale ?		x	La commune n'est pas concernée.
Un espace naturel sensible ?		x	La commune n'est pas concernée.
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		x	Le territoire de L'Isle d'Abeau est concerné par les zonages suivants : <ul style="list-style-type: none">- 2 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type I : « Les Balmes de l'Isle » et « Zones humides des bords de la Vieille et de la Bourbre »- 1 Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type II : « Ensemble fonctionnel des vallées de la Bourbre et du Catelan » Le présent projet de modification n°2 n'est pas concerné.
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		x	La commune n'est pas concernée.
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?		x	Sur l'Isle d'Abeau, ce sont 6 zones humides permanentes qui ont été identifiées : confluence Bourbre-Catelan, marais dit « Bion vieille Bourbre », marais dit « Catelan Moyen », ruisseau du Galoubier, centre administratif, domaine du Sermet. Le présent projet de modification n°2 n'est pas concerné.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		x	Le présent projet de modification n°2 n'est pas concerné

4.4 Continuités écologiques

Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?

Oui

Non

Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?

Voir ci-dessous.

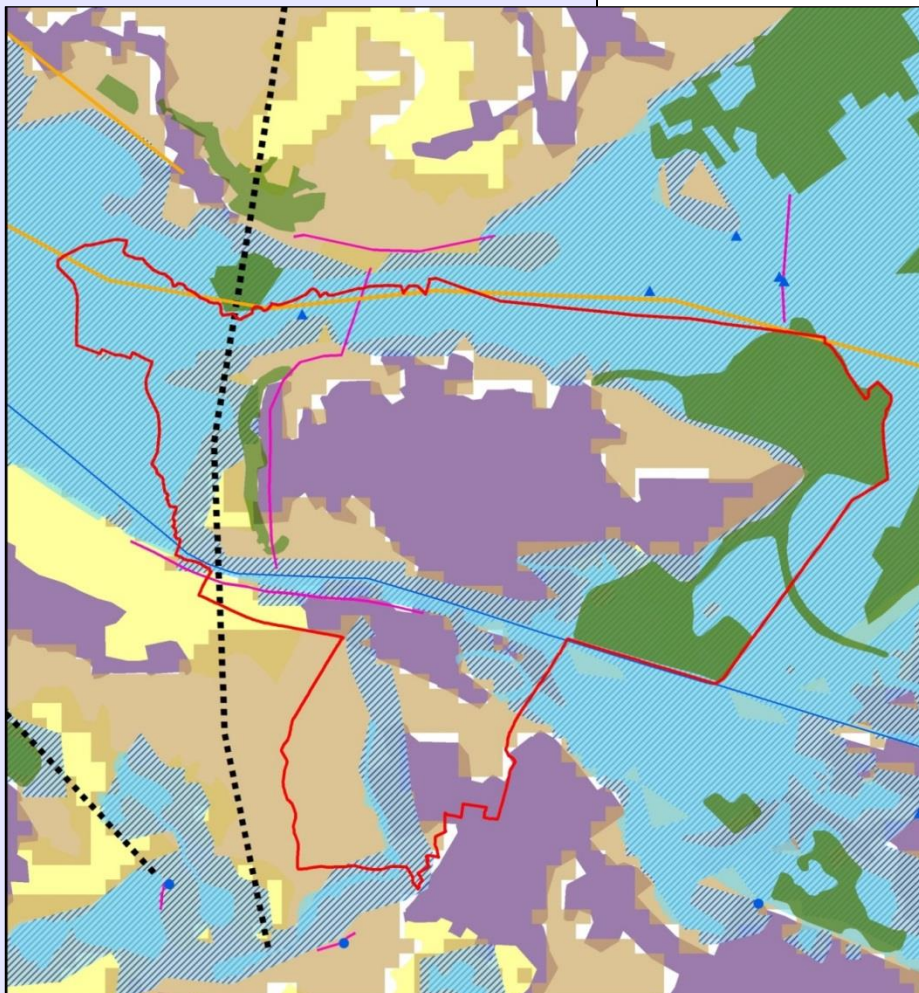
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?

http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map

Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles

SRCE :

La Trame Verte et Bleue a, pour ambition première, d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique. La Trame Verte et Bleue se veut également un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle I.



SRCE de Rhône-Alpes : Composantes de la Trame Verte et Bleue

- Limites communales
- Obstacles ponctuels à la continuité écologique
- ▲ Obstacles ponctuels à l'écoulement de l'eau
- Projets d'infrastructures de transports identifiés
- Obstacles linéaires à la continuité écologique
- Cours d'eau à intérêt écologique
- - - Corridors linéaires
- Corridors surfaciques
- Réservoirs de biodiversité
- Zones humides
- Grands lacs et espaces de bon fonctionnement
- ▨ Espaces perméables aquatiques
- ▨ Espaces perméables terrestres
- Espaces artificialisés
- Espaces agricoles

0 0,5 1
Km
1:30 000

Date : Janvier 2015
Source : DREAL RA



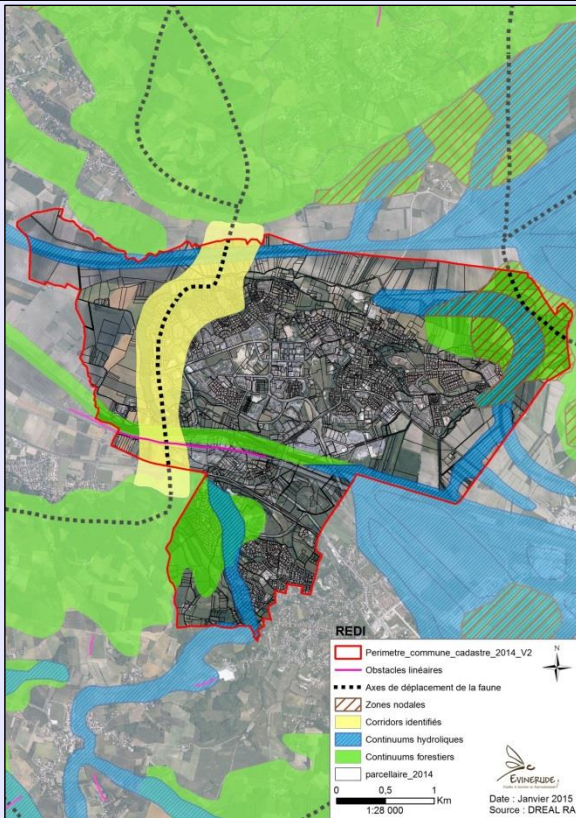
Cette approche amorce une profonde mutation dans le regard porté sur les territoires.

Il ne s'agit plus d'opposer conservation de la nature et développement des territoires, mais de les penser ensemble. Ce changement traduit la prise de conscience récente des services rendus par les écosystèmes pour le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations. La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

Les données du SRCE indiquent :

- Un corridor écologique à l'Ouest du territoire
- Un obstacle linéaire au niveau de l'A43 et au niveau des Balmes de l'Isle
- Un cours d'eau d'intérêt écologique, la Bourbre
- Deux zones de biodiversité correspondant aux ZNIEFF de type 1
- Un obstacle à l'écoulement de l'eau ponctuel au Nord du territoire sur le cours d'eau du Catelan
- Plusieurs grands espaces perméables aux déplacements identifiés au niveau des zones humides du territoire.

4.4 Continuités écologiques



Sur L'Isle d'Abeau, l'étude du REDI met en évidence le rôle de la Bourbre et du Catelan comme continuité hydraulique. La commune est traversée par un corridor écologique par lequel transite la faune pour se déplacer du continuum forestier situé au Sud de la commune à celui situé au Nord. Ce corridor est identifié le long des boisements ceinturant une partie de la zone urbaine. Une zone nodale est également identifiée au Nord-Est de la commune, au sein des continums hydraulique et forestier.

Concernant les obstacles, l'autoroute A43 est identifiée comme un obstacle linéaire au passage de la faune.

Déclinaison à l'échelle de la commune

L'Est de la commune est identifiée comme un espace de biodiversité, en effet les zones humides de la commune sont particulièrement intéressantes pour la faune.

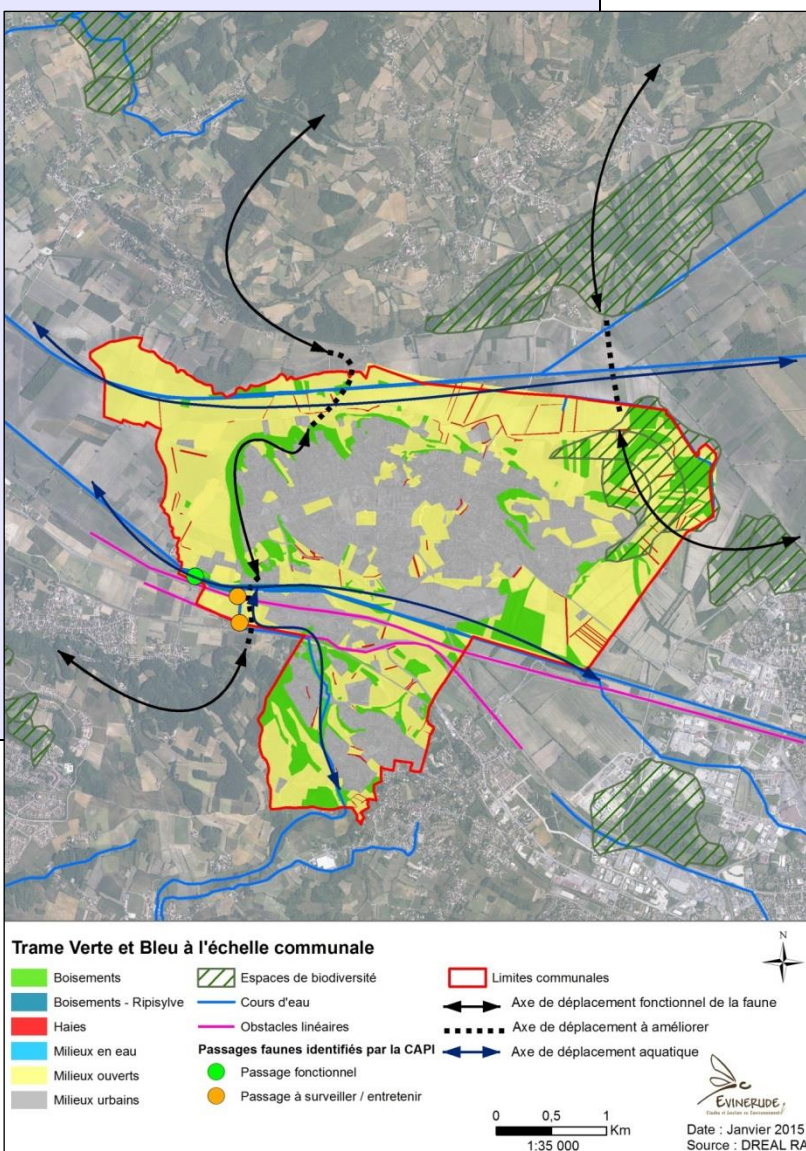
Les Balmes de l'Isle forment un corridor boisé fonctionnel pour la faune au niveau communal, néanmoins, ce corridor est à améliorer sur le plan supra-communal. En effet, si la faune peut se déplacer au Nord, au Sud des balmes, la faune ne peut pas passer avec la présence de plusieurs obstacles : l'autoroute, la D1006 à très fort trafic et la voie ferrée.

Les canaux de la Bourbre et du Catelan forment des continums de déplacement aquatique et terrestre fonctionnels même si la ripisylve serait à améliorer à quelques endroits.

Concernant, les points de conflits, la CAPI a effectué une étude des corridors écologiques situés sur son territoire afin d'évaluer les problèmes et les points de conflits. Ainsi, sur l'Isle d'Abeau, 3 points de passage ont été identifiés, dont un seul est fonctionnel, les autres sont à améliorer.

Le troisième point de passage est uniquement un passage pour la faune aquatique, la faune terrestre ne peut pas emprunter ce passage.

Le présent projet de modification n'est pas concerné.



4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.dataara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.dataara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/		X	<i>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</i>
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		X	
Complétez si nécessaire			
Une partie de l'emplacement réservé n°4, destiné à élargir la rue du Didier, traverse un périmètre autour des hameaux anciens, protégé au titre de l'Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. La suppression de cet emplacement réservé réduira d'autant tout risque d'intervention sur un patrimoine ancien.			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	La commune ne dispose d'aucun captage d'alimentation en eau potable sur son territoire. La commune n'est concernée par aucun périmètre de protection.
Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		Le projet de modification n°2 ne remet pas en cause les capacités de construction prévues au PLU actuel. Ce dernier a donc établi que les réseaux actuels étaient suffisamment dimensionnés.
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/	X		Le projet de modification n°2 ne remet pas en cause les capacités de construction prévues au PLU actuel. Ce dernier a donc établi que les réseaux actuels étaient suffisamment dimensionnés.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	X		Le règlement du PLU prévoit : « L'assainissement des eaux pluviales doit être conforme à la réglementation en vigueur et au zonage d'assainissement (document présenté en pièce 5.4.2 « Annexes » du PLU). 1) La séparation des réseaux «eaux pluviales» et «eaux usées» dans l'emprise de l'unité foncière est obligatoire quel que soit le point de rejet envisagé.

4.6 Ressource en eau

- 2) L'aménageur doit privilégier l'infiltration sur la parcelle des eaux pluviales et ne prévoir aucun rejet sur le domaine public lorsque cela est possible.
- 3) Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer (à justifier par tout document demandé par les services compétents en matière de gestion des eaux pluviales) notamment dans les situations suivantes :
 - a. Si la réglementation l'interdit (PPRi, PPRn) ou si l'infiltration est susceptible d'aggraver l'aléa à proximité,
 - b. Si impossibilité manifeste (non aptitude des sols – niveau haut de nappe incompatible) démontrée par l'aménageur (étude de sols à minima) et validée par les services compétents en matière de gestion des eaux pluviales,
 - c. Si la construction se situe dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable, en adéquation avec les prescriptions préfectorales définies dans la DUP ou, à défaut, par l'ARS.

Il sera alors laissé la possibilité de rejeter les eaux pluviales à débit régulé dans un milieu naturel superficiel (fossé, cours d'eau, etc...) en respectant les prescriptions techniques et l'autorisation de rejet de l'autorité compétente (CAPI ou autre).

- 4) Dans le cas où l'aménageur se trouve face à une impossibilité d'infiltrer et de rejeter dans le milieu naturel, il devra le justifier par tout document demandé par les services compétents en matière de gestion des eaux pluviales (CAPI). Il sera alors toléré un rejet à débit régulé vers le réseau public d'assainissement des eaux pluviales sous réserve que celui-ci dispose d'une capacité résiduelle suffisante.

Conditions de rejet dans les eaux superficielles :

Zone associée	Règles applicables
Zone I	1) Infiltration (dimensionnement sur pluie 10 ans à 30 ans suivant enjeu) 2) En cas d'impossibilité d'infiltration : débit de rejet régulé à 3 l/s/ha cad Volume de rétention dimensionné sur la pluie 30 ans (ou 10 ans selon les enjeux) Débit plancher de 3 l/s
Zone IV	3) Infiltration (dimensionnement sur pluie 10 ans à 30 ans suivant enjeux) 4) En cas d'impossibilité d'infiltration : débit de rejet régulé à 20 l/s/ha cad Volume de rétention dimensionné sur la pluie 30 ans (ou 10 ans selon les enjeux) Débit plancher de 3 l/s
Zone V	1) Infiltration (dimensionnement sur pluie 10 ans à 30 ans suivant enjeux) 2) En cas d'impossibilité d'infiltration : débit de rejet régulé à 25 l/s/ha cad Volume de rétention dimensionné sur la pluie 30 ans (ou 10 ans selon les enjeux) Débit plancher de 3 l/s

Différents aléas (glissement de terrain, crue des torrents et ruisseaux torrentiels, ravinement et ruissellement sur versant, inondation en pied de versant) ou contraintes (mesures quantitatives et qualitatives liées à un périmètre de protection de captage) viennent compléter les prescriptions.

Dans le cas où l'infiltration à la parcelle n'est pas possible, ces contraintes / aléas sont à prendre en compte en premier lieu, avant les prescriptions de la zone au sein de laquelle ils se trouvent. »

Le projet de modification n°2 ne remet pas en cause ces règles.

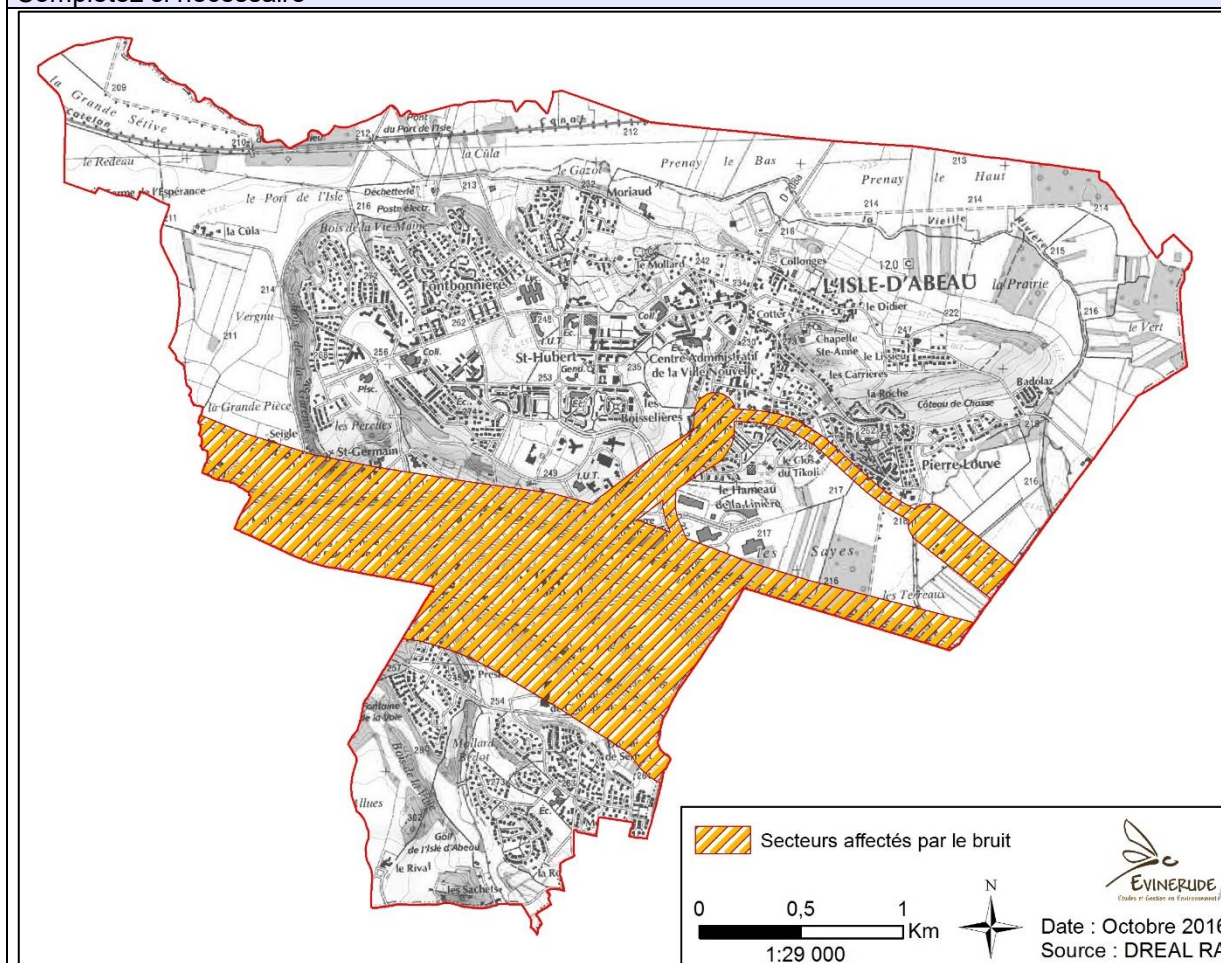
Complétez si nécessaire

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		X	
Anciens sites industriels et activités de services : base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	X		<i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i> Tout le territoire est impacté. La présente modification n°2 n'ouvre pas de zones à l'urbanisation, n'augmente pas les capacités de construction et ne modifie pas les règles liées aux risques. Elle est donc indirectement concernée sans pour autant aggraver la situation.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		La commune de L'Isle d'Abeau est dotée d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Bourbre Moyenne approuvé en janvier 2008 par le Préfet de l'Isère. Par ailleurs, la commune de L'Isle d'Abeau est dotée d'une carte des aléas réalisée en 2016 et intégrée au PLU. Tout le territoire est impacté. La présente modification n°2 n'ouvre pas de zones à l'urbanisation, n'augmente pas les capacités de construction et ne modifie pas les règles liées aux risques. Elle est donc indirectement concernée sans pour autant aggraver la situation.

Nuisances ?	X	<p>Exemple : sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</p> <p>Le présent projet de modification n°2 n'est pas concerné.</p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X	<p>La commune n'est pas soumise au Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Saint-Exupéry qui s'étend à l'Ouest du territoire. Elle est incluse dans le PPBE de la CAPI mais pour l'instant, aucune action n'a été réalisée sur le territoire (la phase 1 du plan ne concernait que la commune de Bourgoin Jallieu).</p> <p>Cependant, certains axes routiers et la voie ferrée Lyon-Grenoble sont classées par l'arrêté n°20111-322-005 du 18 novembre 2011. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'A43 (secteurs affectés de 300 m) • la D1006 et la voie ferrée (secteurs affectés de 250 m sauf exception) • la D208 et la D312 (secteurs affectés de 100 m sauf exception) <p>La carte suivante présente l'ensemble des secteurs affectés par le bruit sur le territoire.</p> <p>Le présent projet de modification n°2 n'a pas d'effet particulier sur cette problématique (pas d'ouverture à l'urbanisation ou d'augmentation de droits à construire dans ces zones en particulier).</p>

Complétez si nécessaire



4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	X		<p>Le réseau de transports en commun semble conséquent sur la commune mais on constate une très (trop) faible fréquentation. La fréquence peu importante explique sans doute les difficultés de ce réseau.</p> <p>La CAPI gère un réseau de transports par bus : le RUBAN qui dessert les vingt communes. Parmi les 10 lignes de transport urbain RUBAN, 5 desservent les équipements structurants de l'Isle d'Abeau (A, D, E, M, 30).</p> <p>Les services de car Tansisère, gérés par le département, couvrent également le territoire : 7 lignes départementales (1050, 1040, 1920, 1930, 1950, 2990) desservent essentiellement les établissements scolaires.</p> <p>La voie ferrée traverse la vallée et la gare de l'Isle d'Abeau datant de 1984 a une vocation périurbaine et est desservie par 42 trains par jour. La ligne est cependant saturée et l'objectif de la Région est de la fiabiliser (source rhonealpes.fr, 2014).</p> <p>La gare TER est excentrée, au sud de l'A43 mais est bien desservie par les TC et les pistes cycles. Pour autant la question du cadencement des trains est posée, pour permettre de concurrencer les transports routiers. Sa mise en valeur est un enjeu fort pour la commune même si le présent PLU ne peut mettre en œuvre un projet intercommunal d'envergure, il apparaît nécessaire pour la valoriser et lui donner le rôle qu'elle devrait avoir.</p>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
Complétez si nécessaire			
Le projet de modification n°2 propose d'adapter le règlement du PLU afin de permettre une mise en œuvre plus accessible des installations de panneaux solaires en toiture, et ainsi faciliter le développement du photovoltaïque, à l'instar de la loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021.			

5. Annexes (rappel)

<p>Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :</p> <p>– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;</p> <p>– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)</p>		
Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	Annexe 1
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en	<input type="checkbox"/>

	cours d'élaboration	
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	arrêté engageant la procédure (<i>annexe 4</i>)	Annexe 7
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...) (<i>Annexe 2</i>)	Annexe 2 : notice explicative Annexe 4 : règlement graphique PLU actuel Annexe 5 : règlement écrit PLU actuel Annexe 6 : règlement écrit PLU modifié
Pour tous	Cartographie du PADD (<i>annexe 3</i>) Autres (OAP, ...)	Annexe 3

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : le 31 janvier 2022 Lieu : L'ISLE D'ABEAU	Le Maire, Cyril MARION SIGNATURE
--	---

5. ANNEXE 1 Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier
Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.

Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	BELLEVILLE Sylvie Responsable du Service Urbanisme Direction Générale des Services Techniques Mairie de l'Isle d'Abeau
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Mairie de l'Isle d'Abeau Service Urbanisme CS45006 38081 L'ISLE D'ABEAU Cedex Tél. : 04.74.18.20.10 Ligne directe Service Urbanisme Tél. : 04.74.18.20.45 Ligne directe S. Belleville sbelleville@mairie-ida.com

Composition des annexes :

Annexe 1 : coordonnées d'une personne ressource

Annexe 2 : notice de présentation, avec extrait AVANT et APRES

Annexe 3 : PADD du document en vigueur

Annexe 4 : règlement graphique du document en vigueur

Annexe 5 : règlement écrit du document en vigueur

Annexe 6 : règlement écrit du document modifié

Annexe 7 : arrêté du Maire qui définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation